

LE POING

Le journal qui ne prend pas de gants

Apériodique anarchiste d'Amiens et d'ailleurs

N°24 - Spécial 1^{er} mai - Prix libre

CE 1^{er} MAI NE DOIT PAS ÊTRE UN ÉPILOGUE !

Le gouvernement français vient de condamner la majorité des salariés et salariées du pays à travailler deux années de plus, gratuitement.

Le processus législatif aboutissant à l'adoption de la loi de financement rectificative de la sécurité sociale a été marqué par les menaces récurrentes de dissolution de l'Assemblée nationale par le président de la République, par un temps d'examen du projet de loi insuffisant à l'Assemblée nationale, par un simulacre de vote au Sénat, par l'utilisation du 49.3 et par une décision du Conseil constitutionnel en faveur de cette réforme.

Confortés par l'ampleur des mobilisations de ces derniers mois, de nombreux citoyens et citoyennes dénoncent ce qu'ils estiment être un déni de démocratie.

Ainsi, Pierre Rosanvallon, chantre de la démocratie libérale, idéologue officiel de la CFDT et promoteur diligent de la réforme des retraites de 1995, s'est récemment offusqué publiquement de cette « dérive autoritaire par cécité ».

C'est dire l'ampleur du rejet, jusque dans les rangs de la bourgeoisie, d'Emmanuel Macron, mandataire autocrate des milieux d'affaires !

Pourtant le jeu politique a respecté scrupuleusement les règles juridiques et institutionnelles de la V^e République.

La présidentialisation accrue du régime suit son cours et l'opposition se maintient sous forme d'escarmouches légères lors des déplacements présidentiels et ministériels. Les médias de masse s'agitent à présent à relayer le spectacle des invectives et des doigts d'honneur adressés par les contestataires aux membres du gouvernement, après avoir inlassablement mis en scène les feux de poubelle.

L'arbre qui cache la forêt

Pour nous, anarchistes, cette séquence politique de plusieurs mois relève du fonctionnement normal et attendu de la V^e République, expression contemporaine et nationale de l'État bourgeois.

Engagés de pied ferme contre cette réforme des retraites et bien qu'agréablement surpris par la constance de l'unité syndicale, nous n'avons pas perdu de vue les différentes attaques menées simultanément par le capitalisme contre les travailleurs. La presse papier et numérique, la télévision et les radios, majoritairement aux ordres du patronat, s'appliquent à invisibiliser les actions parallèles et délétores du gouvernement en maintenant l'attention publique sur un seul projet de loi spectaculairement scandaleux.

Ainsi pendant ces quelques semaines qui ont vu fleurir chasubles et drapeaux syndicaux zélés fraîchement sortis de leurs emballages, l'offensive néolibérale s'est poursuivie sur d'autres fronts, à commencer par l'adoption le 21 mars 2023 par l'Assemblée nationale d'un projet de loi qui, visant à accélérer la construction de nouveaux réacteurs nucléaires de type EPR2, confirme une politique énergétique dont les conséquences environnementales et sanitaires sont déjà funestes.

Deux jours plus tard est adopté l'article 7 du projet de loi sur les JO de 2024 à Paris qui précipite le déploiement sécuritaire des algorithmes pour surveiller la population. 59 députés ont voté pour, 14 contre, soit 73 députés présents au moment du vote...

Déposé le 04 avril, le projet de loi relatif à la programmation militaire qui prévoit une augmentation du budget de l'armée, justifié notamment par l'extension du conflit ukrainien, fait quant à lui écho à la volonté gouvernementale persistante de militarisation de la jeunesse par le bais du service national universel.

Enfin, le doute plane sur l'obligation de travailler sans salaire comme contrepartie du RSA et nous espérons que le durcissement annoncé des conditions d'octroi des allocations et des minima sociaux suscitera plus

de mobilisation que pour les deux dernières réformes de l'assurance chômage...

Continuer de s'organiser à la base

Pour nous, anarcho-syndicalistes, les luttes économiques et sociales ne sont pas dissociables des luttes politiques.

Nous rejetons la neutralité syndicale de la Charte d'Amiens qui fut, en 1906, un texte de compromis de plusieurs tendances au sein de la CGT contre le guedisme et qui marqua la défaite des anarchistes qui prédominaient alors à la CGT.

Nous estimons que la séparation de l'action syndicale et de l'action politique préserve le parlementarisme et protège l'État bourgeois.

Aucun parti politique, fût-il de gauche, ne peut concourir à une réalisation émancipatrice

et révolutionnaire. Quant à l'espérance d'une victoire du camp des travailleurs et des travailleuses par les urnes, soutenue par le mythe d'une avant-garde éclairée et/ou d'une figure providentielle, c'est une illusion mortifère pour le mouvement social.

Aussi plutôt que de scruter l'horizon dans l'attente du prochain cirque électoral, il est indispensable de continuer de s'organiser, ici et maintenant, à la base, de ne pas conférer à ce 1^{er} mai le statut de conclusion d'un énième mouvement de contestation, mais d'en faire l'intermède d'une dynamique révolutionnaire dont les trois derniers mois et demi auront été le prologue.

L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes !

LRDLPLJQNPPDG



« J'ai cette conviction que le temps des discours théoriques, imprimés ou parlés, est passé. Dans les neuf dernières années, on a développé au sein de l'Internationale plus d'idées qu'il n'en faudrait pour sauver le monde, si les idées seules pouvaient le sauver, et je défie qui que ce soit d'en inventer une nouvelle. »

Le temps n'est plus aux idées, il est aux faits et aux actes. Ce qui importe avant tout aujourd'hui, c'est l'organisation des forces du prolétariat. Mais cette organisation doit être l'œuvre du prolétariat lui-même. »

Mikhaïl Bakounine

Lettre aux compagnons de la Fédération Jurassienne, 1873